

LA DEUXIEME GUERRE D'AFRIQUE CENTRALE

PAR LE COLONEL BEM HONORAIRE EMILE HAVENNE

Abstract

Since 1989 and the fall of the Berlin Wall, Central Africa has ceased being a geopolitical stake for the West, suddenly immobilised by the problems of the Great Lakes region.

When in August 1998, Rwanda and Uganda invaded the DRC, no one intervened. The International Community, feeling guilty for its withdrawal from Rwanda at the time of the terrible genocide of 1994 which claimed 800,000 lives, let the war run its course in the DRC, on the pretext put forward by Rwanda and Uganda, namely, to neutralise and punish the perpetrators of the genocide. Some English-speaking countries and the international financial institutions went as far as adopting an attitude that was more than benevolent to the invading countries, and did not apply the principle of conditionality.

The war rapidly became an economic war, underlied by ethnic hatred and savagely upheld and orchestrated into a war weapon, which subjected the DRC to systematic plundering of its wealth. This factual plunder was not only conducted by neighbouring States but especially civil-military maffia organisations established and spear-headed by the warlords of these countries, acting solely on their own behalf with the aim of enriching themselves. This plunder also allowed the States to self-finance their war by allowing them to arm themselves –observations recently corroborated by the UN's Commission of Inquiry into the plunder of the RDC.

Now that the Congo is once again accesible to everyone, one has started measuring the scale of the drama which has hit this country, and which is not only economic, though the country has been in ruins for many years. The drama is, above all, humanitarian; the Congolese population paid dearly for the Rwandan genocide for which they were not responsible. The actual toll is 2,500,000 dead 200,000 of whom in the fighting, victims of the greed of not only man but also States.

1. INTRODUCTION

1.1. L'arrivée au pouvoir de Laurent Désiré Kabila

Au mois de mars 1997, les troupes de l'AFDL de Kabila entraient victorieuses dans Kinshasa. Kabila était parvenu à renverser le régime Mobutu avec l'aide de ses alliés rwandais et ougandais, mais également grâce à l'appui ultérieur de l'Angola, qui avait mis la touche finale en défaisant les troupes de la DSP (Division spéciale présidentielle) de Mobutu devant Kenge. Kabila avait pu compter également sur l'appui logistique américain que certains n'hésitent pas à qualifier de déterminant, sous forme de valises de transmissions par satellites, d'experts militaires et d'experts du

renseignement. Car la politique américaine en Afrique centrale est entièrement dominée par la volonté de mettre à l'écart et d'encercler le Soudan, sanctuaire du terrorisme islamique. Pour ce faire, les USA appuient les voisins du Soudan, notamment l'Ouganda et le Rwanda, les «parrains» de Kabila. Installé au pouvoir par ses alliés, Kabila allait devoir partager celui-ci.

1.2. La situation en juillet 1998

Les mesures prises en ce mois de juillet indiquent clairement que le *Mzee* –le «vieux», le «sage» comme on appelle familièrement en lingala le nouveau président– retourne à ses premières amours. Il renforce tout d'abord son pouvoir personnel, soit directement, soit en retombant dans les maux du régime précédent, en ayant recours au népotisme et au tribalisme: il s'entoure des membres de sa famille ou de son groupe ethnique balubakat et, plus largement, s'appuie résolument sur sa province natale, le Katanga. L'hégémonie ethnique aura été, de tous temps, le terreau des dictatures africaines.

Mais LDK, en bon nationaliste, supporte mal de devoir être reconnaissant envers les pays qui l'ont propulsé au pouvoir, et encore moins de se plier à leur volonté. Début juillet, il revoit ses alliances stratégiques pour se débarrasser de ses créateurs. Il prend ses distances vis-à-vis des alliés qui l'ont porté au pouvoir, pour se rapprocher de l'Angola, la puissance montante, qui a déjà fait la décision au Congo-Brazzaville. Luanda partage d'ailleurs avec lui les mêmes soucis, la lutte contre l'UNITA, alliée aux anciens mobutistes qui préparent leur revanche. Sa ligne de conduite est tracée. Le lobby katangais qu'il a mis au pouvoir est constitué en grande partie par d'anciens gendarmes katangais ayant servi dans l'armée angolaise. L'Angola s'avèrera être un allié fidèle.

Le 17 juillet, Kabila commence par se séparer de son chef d'état-major, James Kabarebe, un Rwandais, allié de la première heure, pour le remplacer par un ancien tigre katangais, Célestin Kifwa, son beau-frère. Cette opération prépare la mesure suivante. Le 28 juillet, il met officiellement fin à la présence des militaires rwandais au sein des Forces armées congolaises ainsi qu'à celle des autres étrangers présents dans l'armée. Ce faisant, il se prive volontairement de tous les officiers rwandais capables qui dirigent les unités des FAC (Forces armées congolaises). Il les remplacera en grande partie par d'anciens officiers des FAZ (Forces armées zaïroises), provoquant ainsi un autre type de mécontentement.

Cette séparation traduit aussi les divergences de vue sur le Kivu, occupé militairement par le Rwanda. Ce sera le divorce entre les alliés d'hier. Kabila échappe à ses créateurs, la gratitude qu'il était censé pratiquer à leur égard se transformant tout doucement en une servitude insoutenable pour la

population de Kinshasa. Il oublie «qui l'a fait roi». L'arrogance du *Mzee* irrite ses anciens alliés, comme elle avait déjà irrité Mandela.

C'est qu'en une année, Kabila est parvenu à se mettre à dos, non seulement tous les pays voisins qui lui reprochent, comme par le passé, d'héberger tous les mouvements rebelles, mais également la communauté internationale, indignée par les massacres et par son refus d'autoriser l'enquête de l'ONU. Si des résultats tangibles ont indéniablement été enregistrés, il n'est jamais parvenu à asseoir son autorité, raison pour laquelle il a été obligé de faire appel à des mobutistes notoires et à des gens d'expérience de l'opposition. L'interdiction des partis politiques, la chasse aux opposants, la corruption renaissante et le népotisme du nouveau régime donnent à penser que décidément rien n'y est changé et contribuent à le rendre impopulaire, surtout à l'extérieur du pays.

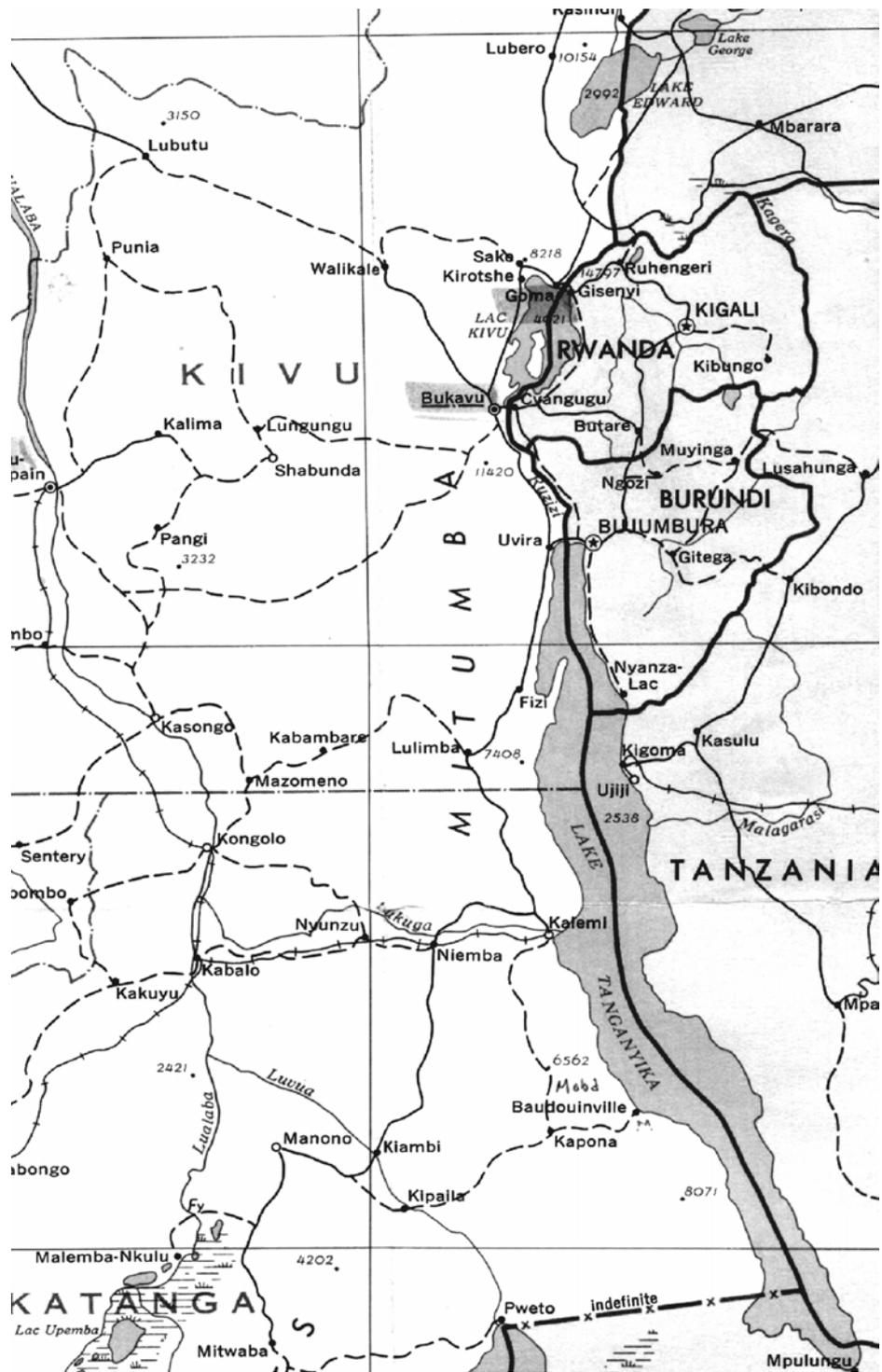
Au Kivu, les problèmes s'intensifient, la guerre civile est latente. Le Kivu est malade des rébellions des Etats voisins. Cette région abrite les rebelles ougandais hostiles à Museveni et les rebelles hutu rwandais et burundais, auxquels se sont alliés les anciens mobutistes et des Soudanais intégristes. Le Kivu avec ses nœuds de communications sert véritablement de carrefour aux rebelles de tous bords. A ceux-ci s'ajoutent les mouvements congolais opposés à Kabila. Celui-ci est incapable de faire régner l'ordre dans la région. En cherchant à rééquilibrer ses alliances, LDK aura joué les apprentis sorciers. Ce revirement l'isole encore un peu plus.

Le mécontentement de Museveni et de Kagame devant le désordre qui règne au Kivu atteint son paroxysme. On a parlé de complot dont certaines capitales occidentales auraient été au courant, complot qui remonterait à décembre 1997. Bizima Karaha, le chef de la diplomatie, aurait contribué à isoler Kabila en ternissant son image à l'extérieur. Le chef d'état-major, le Rwandais James Kabarebe, aurait volontairement suscité le mécontentement des anciens officiers des FAZ.

2. LES DEBUTS DE LA GUERRE

2.1. L'invasion du Kivu

Le 3 août 1998, les 10^e et 12^e brigades des FAC entrent en rébellion, à Goma et à Bukavu, sous les ordres du commandant Jean-Pierre Ondekane, un ancien des FAZ, formé à l'EFO (Ecole de formation des officiers de Kananga) anciennement sous le contrôle des coopérants militaires belges.



Le même jour, des bataillons rwandais franchissent la frontière. Le Rwanda reproche à Kabila, non seulement d'être incapable de faire régner l'ordre au Kivu, mais également d'entraîner des anciens *interahamwe* dans des camps à l'intérieur du pays, notamment à Kamina. Au Nord, des blindés ougandais franchissent eux aussi la frontière et profitent de l'occasion pour s'attaquer au maquis anti-Museveni.

Les unités militaires se soulèvent dans tout le Kivu. La population Banyamulenge entière se révolte; le motif invoqué: Kabila aurait promis de leur «donner» le Kivu. La mutinerie prend vite l'allure d'une rébellion générale contre le régime de Kabila, à qui l'on reproche son despotisme et son manque de réalisations depuis qu'il est au pouvoir. Elle est appuyée par le Rwanda et l'Ouganda et acquiert de l'ampleur. On prend les mêmes et on recommence. C'est le début de la deuxième guerre des grands lacs.

A Kinshasa, une partie des éléments rwandais qui devaient quitter le pays se sont cachés et se soulèvent également. Cette émeute, rapidement réprimée, fait place à une chasse impitoyable aux Tutsis. Beaucoup seront emprisonnés et même tués. Les démons de l'ethnisme resurgissent.

Au Kivu, la rébellion s'étend rapidement. D'autres groupes ethniques se sont joints aux Banyamulenge pour lutter contre «les Katangais qui dirigent le pays». Le 5 août, elle se choisit un chef: Zahidi Ngoma, un ancien fonctionnaire de l'ONU très bien coté à Paris. Bizima Karaha, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Kabila, et Deogratias Bugera ont fui Kinshasa et sont passés du côté de la rébellion. Les USA ne verraient pas d'un mauvais œil la chute de Kabila qu'ils n'ont pas pu manœuvrer à leur guise. Ils envoient 60 «instructeurs» sur la frontière entre le Rwanda et le Congo. Goma, Bukavu et Uvira seront rapidement prises.

2.2. L'offensive dans le Bas-Congo

Mais, contrairement aux autres rébellions, celle-ci va faire montre de plus d'intelligence sur le plan stratégique. (Peut-être est-elle mieux conseillée!) Tout le monde sait que pour envahir le Congo, il faut prendre Kinshasa, et Kinshasa est approvisionnée depuis Matadi et Inga. Il suffit donc de couper le cordon ombilical, le chemin de fer, la route, le pipe-line venant de Matadi ainsi que la ligne d'électricité venant d'Inga. Ce sera l'originalité de cette rébellion.

Du Kivu, avec des avions réquisitionnés, les rebelles (dirigés par des officiers rwandais) vont, le 5 août 1998, atterrir sur l'aérodrome de Kitona et libérer les 8.000 anciens mobutistes qui s'y trouvent «en rééducation». Un pont aérien est organisé entre Goma et Kitona et amène des hommes et du matériel, dont des troupes ougandaises et rwandaises. Quel rôle ont joué les

deux navires américains stationnés au large de Banana? Il semblerait qu'ils se soient occupés du monitoring du pont aérien.



Les rebelles s'empareront rapidement de tout le Mayombe en prenant Banana, Kitona, Muanda et Boma. Matadi tombera le 9 août, interrompant ainsi l'approvisionnement de Kinshasa; le barrage d'Inga tombera dans les mains des rebelles – parmi lesquels un bataillon ougandais – deux jours plus tard, privant Kinshasa d'électricité, avec toutes les conséquences que cela entraîne.

La situation devient critique pour Kabila. Mais celui-ci va astucieusement faire jouer la fibre nationaliste. Mobutu avait réussi à créer un esprit national parmi la population, c'est Kabila qui l'exploitera, en brandissant le spectre de l'invasion extérieure et de la partition du pays. Il avait perdu une partie de sa popularité envers la population qui le considérait comme une marionnette aux ordres des étrangers; il devait se refaire une légitimité politique. Il va faire coup double. Il brandit le spectre du complot extérieur, déclare vouloir mener une guerre populaire et porter le combat jusqu'au Rwanda, s'il le faut. La population chatouillée dans ses sentiments les plus vifs oubliera vite les griefs qu'elle porte contre son président et se rangera à ses côtés. La méthode est bien connue. Nombre de Kinois, dont beaucoup d'enfants (parfois de 12 ans) s'engageront pour défendre le pays. Quant aux personnalités mobutistes en exil, elles sont partagées, d'aucuns estimant qu'il s'agit d'une agression contre le pays recommandent d'aider Kabila. C'est ainsi que, sous la direction du général Eluki, 10 généraux et 40

colonels des anciennes FAZ signent une lettre à Kabila déclarant se mettre à sa disposition pour lutter contre l'agression externe. Et de fait, on va retrouver des anciens militaires des FAZ dans les deux camps.

La rébellion pendant ce temps est aux portes de Kinshasa, certains éléments ayant déjà infiltré la ville. On redoute une sanglante bataille pour la capitale. Parallèlement à la mobilisation de la population, qui verra l'enrôlement de quelques milliers de jeunes, Kabila va faire le tour des pays voisins pour demander de l'aide. Il reçoit l'appui moral de l'Afrique du Sud, l'appui militaire de l'Angola avec qui il a des ennemis communs, ainsi que de la Namibie, du Zimbabwe et de la Zambie.

Mandela, pour sa part, s'active à trouver une solution diplomatique. Il se pose en sage et voit «la renaissance africaine», tant annoncée, une nouvelle fois sérieusement compromise par cette poussée du virus de l'ethnisme qui souffle sur l'Afrique centrale. Mandela cherche en outre à réaffirmer le leadership régional de l'Afrique du Sud (que lui contestent l'Angola et le Zimbabwe). Il organise pour le 22 août une réunion à Prétoria, où tous les protagonistes sont conviés. L'ordre d'un cessez-le-feu immédiat est donné. Ce sera un échec, car cette réunion n'aura pas pu empêcher l'internationalisation du conflit.

L'histoire, dit-on, ne se répète jamais. Le remake ne sera pas total. Le 20 août, les premières troupes du Zimbabwe débarquent à Kinshasa, environ 400 hommes. La Namibie fournit 21 tonnes d'armes. Le 22 août, de puissantes colonnes blindées angolaises, au départ de l'enclave de Cabinda, font irruption dans le Bas-Congo et s'emparent directement de la base de Kitona. A Kinshasa, de nombreux chasseurs angolais ont atterri pour prêter main forte. On sait que l'intention première de l'Angola est de détruire l'UNITA basée au Congo.

L'entrée en ligne de l'armée angolaise, la plus puissante de la région, est un coup dur pour la rébellion qui perd à la fois sa tête de pont et sa ligne de communication et de ravitaillement. L'aviation angolaise oblige les rebelles à décrocher de Moanda et de Banana. Il ne reste plus à ces derniers qu'une seule solution: la fuite en avant et la prise de Kinshasa.

L'entrée en ligne de l'Angola aura renversé la donne militaire. Les rebelles disposaient à l'Ouest de 11.000 hommes (2.500 Banyamulenge, Rwandais et Ougandais, 7.000 anciens des FAZ, et 1.500 de l'ancienne DSP), face aux 6.000 soldats de Kabila. Mais d'ores et déjà, on se rend compte que les jours de la rébellion sont comptés dans le Bas-Congo, face à la puissante armée angolaise.

A Kinshasa, la chasse aux Tutsi et aux espions s'intensifie, la haine ethnique est encouragée par les instances officielles. Elle va servir à mobiliser la population. En son temps, la dictature de Mobutu était déjà sous-tendue par l'hégémonie ethnique, mais jamais la haine ethnique n'avait été

instrumentalisée en une arme de guerre comme elle l'est maintenant. Le 31 août, la poche rebelle à l'Ouest est réduite, les derniers infiltrés dans la capitale étant soit faits prisonniers, soit mis à mort par «la défense populaire», ceci en direct devant les caméras de télévision. Il s'agissait surtout d'anciens mobutistes connaissant bien la ville. Par contre, à l'Est, la rébellion prend Kisangani et marche sur Kalemie.

2.3. Les premières tentatives de paix (Victoria Falls)

Le 3 septembre 1998, les cinq pays engagés se rencontrent à Durban, à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, réunion organisée en marge du sommet des non-alignés. Ce sera un succès pour Kabila qui fera prévaloir sa thèse de l'agression étrangère. Pour la première fois, on va assister à quelque chose de peu banal et de significatif: les Etats africains, sans se soucier du reste du monde, vont prendre leur destinée en main et voudront régler leurs problèmes eux-mêmes. Mais on découvrira également les premières luttes pour l'exercice du leadership africain. Ces mêmes pays décident de se retrouver à Victoria Falls, trois jours plus tard, pour définir les modalités de retrait des troupes étrangères et pour trouver une solution politique au conflit. Mais ce sera un échec.

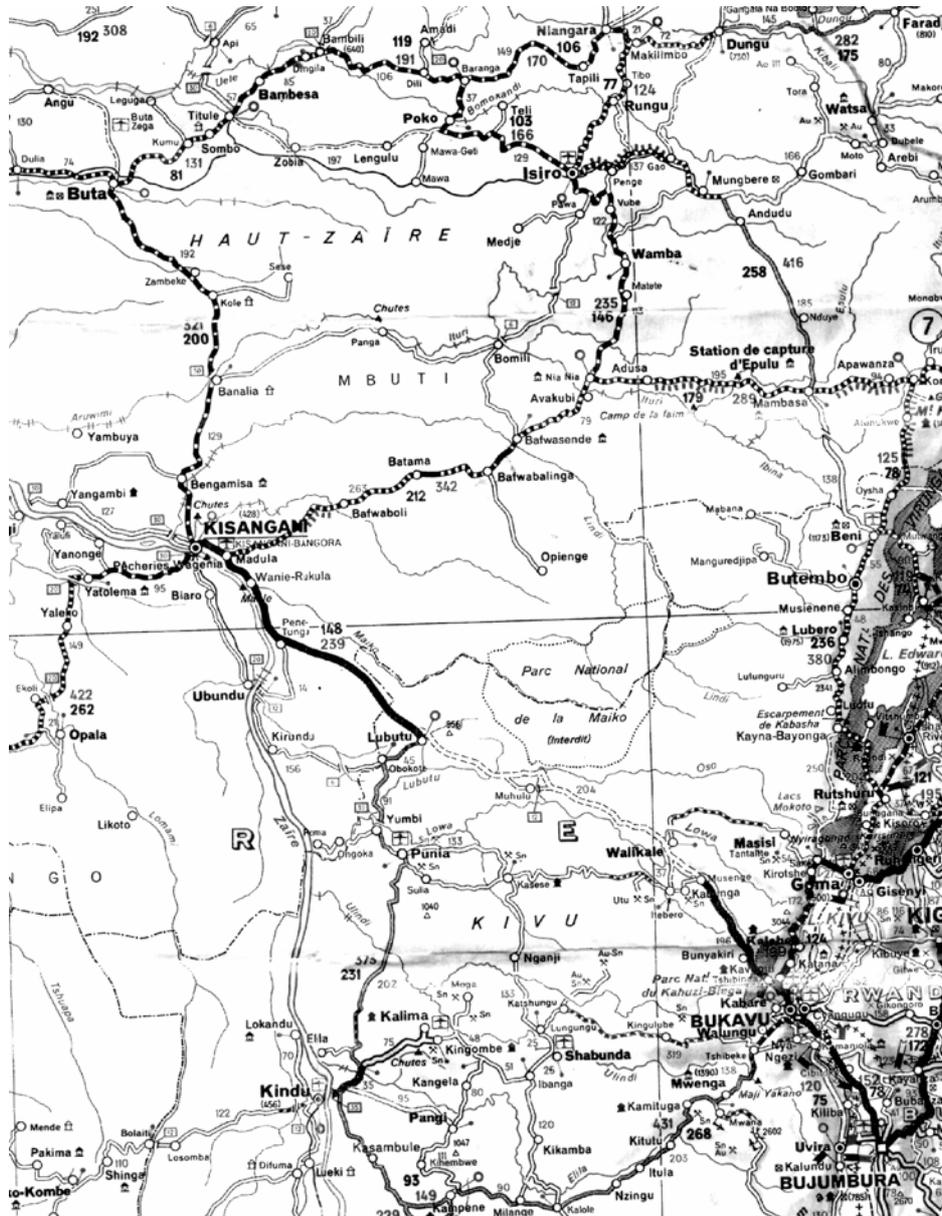
A Kinshasa, pendant ce temps, Kabila a encore renforcé ses alliances, mais celles-ci deviennent discutables. Il aurait négocié avec les chefs des miliciens hutu pour les aider à se réintroduire à l'intérieur du Rwanda. Ils seraient 10.000. Une partie se serait déjà infiltrée au Rwanda. Ce sont eux également qui, avec le soutien des *mayi mayi* vont tenter de s'emparer de Goma le 14 septembre. Kabila obtient également l'appui de la Libye et du Soudan (islamiste). Deux bataillons soudanais l'aideraient à reprendre Kisangani aux Ougandais. Pour LDK, toutes les alliances sont bonnes à prendre.

2.4. La situation au Kivu en septembre 98 et la chute de Kindu

Début septembre, les rebelles déclarent tenir Moba, Manono, Kisangani et Watsa. Au Nord, les rebelles pourraient bientôt avancer en terrain favorable, leur chef le commandant Ondekane étant de l'Equateur et cette province ayant été négligée par Kabila..

Devant les succès obtenus à l'Ouest, Kabila décide de poursuivre la contre-offensive à l'Est. Pour diriger cette contre-offensive, il fait appel à quatre anciens généraux des FAZ. Il s'agit des généraux Max Lukama, Ngwala, Bekaswa et Mulimbi, officiers ayant bénéficié d'une formation militaire en Belgique et, pour la plupart, connus des anciens CTM. Les

troupes ont à nouveau le moral au zénith et se battent. Kisangani encerclée, de même que Kalemie, sont le théâtre de furieux combats.



Il n'est plus contesté que l'Ouganda et le Rwanda participent activement à la guerre en RDC. Un Etat-major commun, dirigé par le commandant

rwandais James Kabarebe gère les opérations, côté rebelles. 9.000 Ougandais et 6.000 Rwandais combattraient en RDC, positionnés comme suit:

KINDU ET KALEMIE	3 bataillons rwandais dans chacune des deux villes
KISANGANI	2 bataillons rwandais et un bataillon blindé ougandais
BUTA	un bataillon rwandais et un ougandais
GOMA ET BUKAVU	un bataillon dans chaque ville
BUNIA, WATSA ET FARADJE	un bataillon ougandais dans chaque ville

A côté de ses alliés du début, Angola, Namibie et Zimbabwe, Kabila utilise les anciennes FAR (Forces armées rwandaises) et les *interahamwe*; même les Hutu réfugiés à Brazzaville passent le fleuve pour se faire enrôler. Il reçoit également l'appui de 3.000 Soudanais du régime de Khartoum ainsi que d'un millier de soldats tchadiens, financés par la Libye.

Le 12 octobre, un tournant va se produire dans l'évolution de la guerre. Kindu, important centre stratégique, tombe aux mains des rebelles après des combats acharnés. Cette bataille fut la première à mettre aux prises de nombreux pays étrangers: d'un côté, 6.000 soldats des FAC appuyés par 1.500 Soudanais et des rebelles ougandais; de l'autre 9.000 hommes, rebelles congolais et rwandais. Cette victoire, importante pour les rebelles, prive leur adversaire la RDC de l'aérodrome de Kindu et leur ouvre la route vers le Kasai. Désormais, un tiers du Congo se trouve en zone rebelle, des rebelles qui sont particulièrement bien équipés, surtout en moyens de télécommunications. Ils coordonnent leurs actions au moyen de valises de transmission par satellite Immarsat, du dernier modèle. On peut se demander d'où elles viennent.

2.5. L'ouverture d'un nouveau front dans l'Equateur

Le 12 novembre 98, un nouveau foyer d'insurrection éclate dans la province de l'Equateur. Un groupe de rebelles indépendants (d'anciens mobutistes) dirigé par Jean-Pierre Bemba, le fils de l'homme d'affaires kinois bien connu, fait son apparition. Il est appuyé par quatre généraux mobutistes en exil au Niger. La famille Bemba exerce le leadership sur l'ethnie Ngbaka, et celle-ci, avec l'ethnie Ngbandi de Mobutu, constituait l'ossature des FAZ. Ce nouveau mouvement, appelé MLC (Mouvement de libération du Congo), bénéficie du soutien des anciennes FAZ. Opérant sur son propre terrain, cette rébellion bénéficie de l'appui de la population de l'Equateur et est en mesure de conquérir toute cette province. Disposant de plusieurs milliers d'hommes, dont des anciens de la DSP, Bemba s'empare de la ville d'Aketi le 10 novembre et donne beaucoup de fil à retordre aux FAC ainsi qu'à leurs alliés tchadiens, qui subissent de lourdes pertes. Bemba se veut indépendant du

Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et veut «congoliser» la rébellion. Le 20 novembre, il signe toutefois un pacte de collaboration avec Wamba dia Wamba (RCD).

La direction de la rébellion est maintenant centralisée et échappe aux Congolais: le général ougandais Kazini remplace Ondekane. Avec 17 Ougandais et 10 Rwandais à la tête de la rébellion, contre 5 Congolais, celle-ci est tout simplement confisquée.

3. LA GUERRE DEVIENT ECONOMIQUE

3.1. La lutte pour le Kasai

Après la prise de Kindu, on a cru un moment à l'effondrement des FAC et à la marche victorieuse des rebelles vers les mines du Kasai. Mais, finalement, la prise de Kindu provoque la réaction inverse. Elle va amener un raidissement de l'attitude de Kinshasa tout d'abord, de ses alliés ensuite, ceux-ci ne voulant absolument pas que les mines du Kasai tombent dans les mains de l'Ouganda et du Rwanda. Ces pays alliés, Zimbabwe, Namibie, Soudan, Tchad, Angola, Libye et Gabon vont sensiblement accroître leur apport en faveur de la RDC, que ce soit en hommes, en matériels ou tout simplement en finances (cas de la Libye). Jusqu'alors, on doutait de la volonté des alliés de Kabila de pousser plus loin vers l'Est pour le soutenir. Les déclarations de leur part sont maintenant sans équivoque. L'effet est donc contraire à celui qui était escompté.

La menace se précisant sur le Kasai, d'importantes troupes étrangères sont envoyées pour défendre Mbuji-Mayi, clé du Kasai, qui devient l'enjeu de tous les combats. Deux mille Zimbabwéens vont appuyer 3.000 hommes en place. Le Zimbabwe engage ses 20 chasseurs-bombardiers Soukoi, des avions efficaces, alors que la population de Harare (capitale du Zimbabwe) fait la grève pour protester contre la poursuite de la guerre. Luanda de son côté ne veut pas que les rebelles fassent leur jonction avec les troupes de l'UNITA et à l'habitude, depuis longtemps, de se passer de l'assentiment de sa population pour continuer la guerre. L'Angola envoie des hélicoptères de combat MI-24 et MI-25, à la puissance de feu dévastatrice. Ses troupes verrouillent Mbuji-Mayi. Le 25 novembre, 7.000 hommes des FAC sont expédiés à Lodja pour empêcher les rebelles d'entrer dans le Kasai. Par contre, les ex-FAZ qui font partie des FAC sont exclues de la défense de Mbuji-Mayi. Après leur trahison à Kindu, Kabalo et au Bas-Congo, les ex-FAZ ne sont plus du tout fiables.

L'armée en général pose problème. Les FAC n'ont pas le moral et la ténacité suffisante pour combattre seules. Il faut dire que le plan de réforme, confié à des officiers de l'ancien régime, a complètement échoué, par manque de temps, peut-être, mais surtout à cause des diversités et des rivalités au sein

de l'armée. Kabila n'est jamais parvenu, en 18 mois de temps, à contrôler celle-ci. Plutôt que de créer une armée républicaine comme prévu initialement, il s'est orienté vers une armée à base katangaise. Celle-ci est composée des jeunes *kadogo* de la première heure, manquant d'expérience, des gendarmes katangais et surtout de plusieurs milliers d'anciennes FAZ dont la fiabilité est douteuse. L'explication en est simple. A la chute de Kinshasa, en 1997, les anciens soldats de Mobutu ont préféré être récupérés dans les FAC plutôt que de continuer à mourir de faim et de mauvais traitements au camp de Kitona. A l'occasion, ces anciens des FAZ changent radicalement de camp, avec armes et bagages, lorsqu'ils ne fuient pas devant l'ennemi. Ils ne savent d'ailleurs plus à quel saint se vouer: après la création d'une deuxième rébellion sous les ordres de Bemba et l'appui de plusieurs anciens généraux, le schisme s'est installé dans les rangs des anciens généraux mobutistes certains appuient Kabila, d'autres sont passés à la rébellion. Pour compenser la faiblesse des FAC, l'escalade et l'internationalisation du conflit vont s'intensifier.

L'Angola connaît cependant d'énormes difficultés internes. L'UNITA, renforcée par près de 30.000 anciens mobutistes et des officiers ougandais, bloque une grande partie de l'armée régulière en Angola même. L'UNITA s'est en effet grandement renforcée en matériel de guerre, elle vient encore d'acquérir des chars ukrainiens T-55, transitant par Kampala et embarqués à Kisangani et ce, grâce aux diamants vendus. Elle possède une artillerie lourde et des pièces antiaériennes sophistiquées qui lui ont permis d'abattre plusieurs avions de l'armée régulière.

Quant aux troupes tchadiennes, engagées dans la province de l'Équateur, elles subissent de lourdes pertes dues à leur inexpérience de la guerre en forêt.

Le Rwanda, quant à lui, se renforce principalement en matériel. Vingt avions atterrissent chaque jour à Goma et amènent blindés et armes lourdes. Ce sont des avions Antonov et Tupolev peints en blanc, sans immatriculation, que l'on avait déjà vus lors de l'offensive dans le Bas-Congo. Il est notoire qu'une quarantaine de «conseillers» militaires américains aident l'armée rwandaise dans l'instruction.

3.2. Nouvelles tentatives de paix: Ouagadougou et les accords de Syrte

Le 17 décembre 1998 a lieu à Ouagadougou un sommet de l'OUA pour tenter de trouver une solution à la guerre; les rebelles étant absents, la manœuvre de Nelson Mandela sera un échec de plus.

La tentative de paix suivante est le résultat d'une initiative de Kadhafi qui parvient à réunir à Syrte, en Libye, les belligérants du conflit en RDC, à

l'exception des rebelles. Ces pourparlers aboutissent, le 18 avril, à la signature d'un cessez-le-feu.

Mais cet accord de paix, dû à une initiative de la Libye, ne plaît pas à tout le monde et certainement pas aux Américains qui verraient d'un mauvais oeil Kadhafi réussir là où la RSA a échoué. Celle-ci perdrait en outre l'initiative diplomatique et le leadership dans la région. Cette initiative de Kadhafi est un échec mais un résultat y est quand même acquis: les troupes tchadiennes se retirent de la guerre.

3.3. La relance de la guerre au début de l'année 1999

Le 10 décembre, les troupes zimbabwéennes équipées de blindés et soutenues par de l'aviation, reprennent la ville de Moba sur le lac Tanganyika. Les rebelles y auraient perdu 1.000 hommes. Deux jours après, ces derniers, appuyés par l'armée régulière burundaise, reprennent à nouveau la ville pour se diriger ensuite vers Lubumbashi. Ils investissent encore la ville de Pweto, dernier verrou vers la capitale du cuivre.

Fin 1998, un certain statu quo peut être observé au niveau des opérations militaires dans l'est du Congo. Dans les deux camps, on éprouve le besoin de refaire le point avec ses alliés et aussi de se renforcer, principalement sur le plan de la logistique.

L'accalmie qui prévalait n'aura été que de courte durée. Vers la mi-janvier 1999, Kabila et ses alliés lancent une contre-offensive qui enregistre certains succès, face à des rebelles affaiblis par leurs dissensions internes. Les villes de Libenge et de Zongo dans l'Equateur sont reprises par de jeunes soldats chanvrés, parlant le swahili, qui se seraient livrés à des massacres (300 personnes) et à des pillages, reprochant à la population de soutenir Bemba.

Les rebelles, renforcés par 6.000 recrues, lancent une offensive sur trois axes, Lubumbashi, Mbuji-Mayi et Mbandaka. Au Kasai, rebelles et Rwandais avaient pris la ville de Lubao le 10 février 1999. Le 17 février 99, ayant reçu de nouveaux renforts rwandais, la rébellion relance également l'offensive en direction de Mbuji-Mayi, enjeu de tous les combats pour ses ressources diamantifères.

Les alliés de Kinshasa, contrairement aux rumeurs, sont loin de renoncer à soutenir le Président et se renforcent également. Le Zimbabwe a fait passer ses effectifs à 10.000 hommes dans la région de Mbuji-Mayi où les entreprises zimbabwéennes ont des intérêts. Des travaux sont entrepris à l'aéroport pour allonger la piste de 300 mètres (afin de permettre aux gros porteurs du genre Antonov d'atterrir). De nouveaux appareils, notamment des hélicoptères d'assaut MI-24, 12 chasseurs-bombardiers et 7 Illiouchine sont acquis pour 100 millions de dollars US par le Zimbabwe et envoyés pour défendre Mbuji-Mayi. A Kinshasa, une vaste campagne de recrutement est en

cours début février: 20.000 recrues sont en formation. Kabila ne disposant que de très peu d'hommes capables et expérimentés fait de plus en plus appel à des anciens mobutistes.

Les 17 et 18 mars, à 40 km au nord-ouest de Kabinda, de violents combats se déroulent entre des rebelles encadrés par des Rwandais et les FAC appuyées par les Zimbabwéens, qui auraient eu 200 tués et 4 chars détruits. Le 12 avril 99 Lubefu (180 km de Mbuji-Mayi) et Lodja (à 300 km de Mbuji-Mayi) tombent aux mains des rebelles, qui annoncent la capture d'un important arsenal appartenant aux FAC. Les combats font rage à 20 km de Kabinda, sur la route de Mbuji-Mayi. Après la prise de Lodja, environ 5.000 soldats des FAC en fuite auraient semé la panique dans une grande partie du Kasai. Ils auraient pillé complètement le diocèse de Kole et se seraient livrés également à des pillages à Kananga.

Une rencontre réunit à Kabalo les chefs d'Etats-majors rwandais, ougandais et rebelles afin de mettre au point une stratégie de capture de Mbuji-Mayi, enjeu capital de la guerre, ville qui ressemble à un camp retranché, la RDC ne voulant absolument pas perdre la région essentielle à sa survie.

Afin de pouvoir encercler Mbuji-Mayi, les rebelles avancent suivant trois axes:

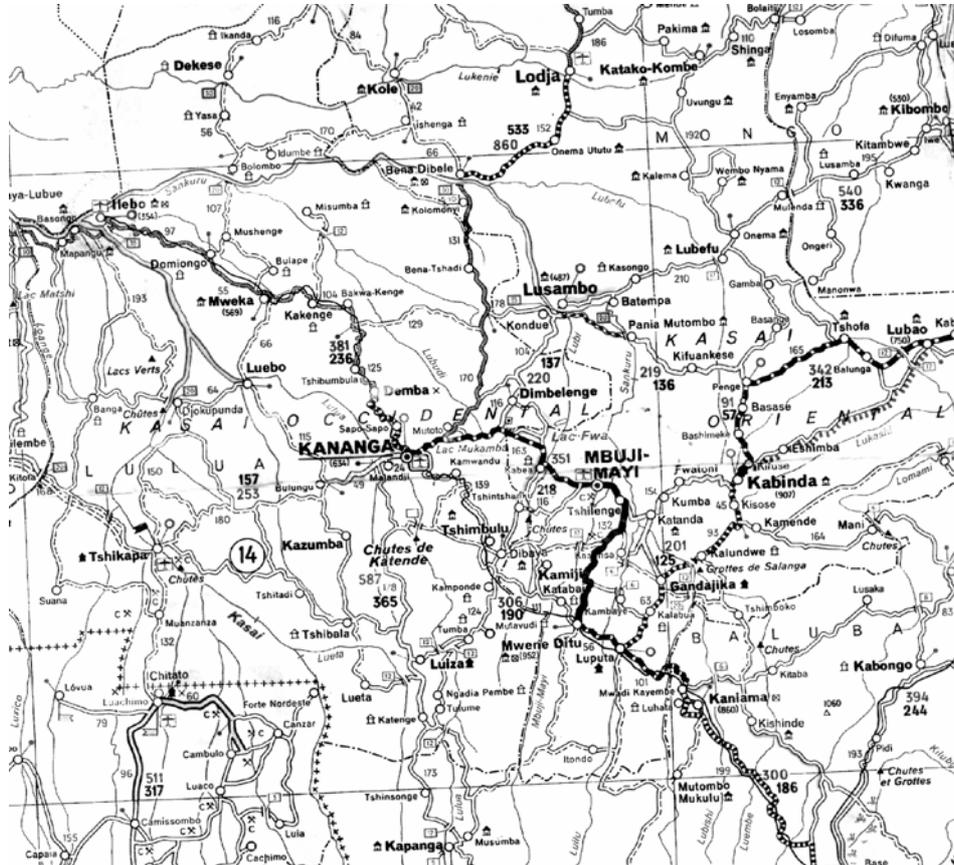
- Katakombes – Lodja et Bena Dibeles;
- Lubao – Eshimba et Kabinda;
- Eshimba – Lutembo et Katanda.

Le 15 mai, Bena Dibeles, à 200 km d'Ilebo, tombe dans les mains des rebelles qui menacent directement Kananga. L'aviation zimbabwéenne intervient en force sur l'axe Kabinda-Lubao et s'attaque aux colonnes rebelles pour les empêcher d'exploiter les nombreux trous créés dans la défense des FAC suite aux nombreuses défections survenues.

Si l'on regarde la carte, on peut deviner les intentions des rebelles. Jusqu'ici, ils ne sont pas parvenus à prendre Mbuji-Mayi, bien qu'ils soient tout doucement en train de contourner la ville. Alors, ils filent en flèche vers Ilebo. La prise de ce port isolerait le Kasai, le Katanga et leurs richesses du reste du Congo et elle mettrait les rebelles en position de force pour négocier. En outre, la province de Lunda-Norte en Angola n'est pas loin et la jonction avec l'UNITA pourrait être rapidement faite. Mais si les rebelles enregistrent quelques progressions, la situation sur leurs arrières leur provoque de vives inquiétudes. Selon une ONG, les *mayi mayi* contrôleraient les 3/5 du Kivu rural.

Dans le Nord-Katanga, les rebelles annoncent le 11 mai 1999 la prise de Manono, village natal du président Kabila. En dehors de la victoire psychologique que constitue la prise de Manono, il s'agit également d'une prise importante sur le plan stratégique: Manono possède une piste

d'atterrissage pour tous types de porteurs et constitue un verrou sur la route de Lubumbashi. Le 11 mai, les FAC reprennent les hostilités d'une manière brutale en bombardant avec un Antonov 26 les villes d'Uvira et de Goma, y faisant une cinquantaine de morts. Il s'agit d'une réplique à la prise de Manono.



Jean-Pierre Bemba, de son côté, aurait pris la ville de Kateke ainsi que le territoire de Bondo, au nord de Buta, à 65 km de la frontière avec la RCA. Il faut remarquer que la guerre s'est maintenant durcie et que la prise de chaque ville se fait après d'après combats et de lourdes pertes. Sur leur passage, les rebelles commettraient également de nombreux massacres et exactions sur les populations.

3.4. La scission du RCD (17 mai 1999)

Le mouvement rebelle, le RCD, est de plus en plus aux prises avec de graves dissensions internes. Ces dissensions entre le courant rénovateur et les anciens mobutistes conduisent finalement à une crise majeure. Lunda Bululu vient, en effet, de décider de dissoudre les instances politiques du RCD. Wamba dia Wamba, considéré comme trop mou par les Rwandais, est destitué de la présidence du mouvement. Cette lutte de palais est en fait l'œuvre des Rwandais qui veulent reprendre en main le mouvement rebelle et prendre leurs distances vis-à-vis de l'Ouganda qui vient de signer les accords de Syrte.

Emile Ilunga, originaire du Nord-Katanga, ancien médecin de l'hôpital Erasme à Bruxelles, devient le nouveau président du RCD, avec comme adjoints Jean-Pierre Ondekane et Moïse Nyarugabo, un Munyamulenge du Sud-Kivu. On retrouve à leurs côtés Bizima Karaha. Ces hommes sont des «jusqu'au-boutistes» et rwandophiles de surcroît. Cette prise de contrôle du RCD renforce la position du Rwanda par rapport à l'Ouganda. Mais Wamba dia Wamba ne renonce pas à la lutte et ses partisans continuent à lui faire confiance. Il s'exile avec ceux-ci à Kisangani où il est soutenu par les Ougandais. La rébellion est ainsi divisée en deux: celle de Ilunga soutenue par les Rwandais et celle de Wamba dia Wamba soutenue par les Ougandais, sans oublier l'autre rébellion, celle de Jean-Pierre Bemba.

4. LA STABILISATION DES DIFFERENTS FRONTS

4.1. La signature des Accords de paix de Lusaka (10 juillet 1999)

Le 10 juillet 1999, l'espoir renaît au Congo. Les Accords de paix de Lusaka sont finalement signés par tous les pays impliqués dans le conflit. Seuls, les mouvements rebelles MLC et RCD ne veulent pas encore signer, le RCD pour des questions de représentativité. Jean-Pierre Bemba signera l'accord au lendemain de la prise de la ville de Zongo (Nord-Ouest) par des éléments du MLC, soit le 1er août. Les deux mouvements rebelles du RCD après de longues tergiversations signeront l'accord le 31 août, soit avec 7 semaines de retard. Il aura fallu la signature de 47 membres pour obtenir un consensus au sein du RCD.

Une équipe d'évaluation de l'ONU doit arriver sur place avant l'arrivée d'environ 400 à 500 observateurs militaires. Les Nations unies se préparent à autoriser le déploiement d'une force de maintien de la paix qui pourrait comprendre 25.000 hommes, fournis par l'OUA et payés par l'ONU. L'Afrique du Sud, principal négociateur, devrait en fournir la majeure partie. Cette force devrait assurer le désarmement des milices en général, dont les milices hutu *interahamwe* responsables du génocide de 1994. Vu la difficulté

de recruter immédiatement des forces de l'ONU, une solution intermédiaire a été trouvée, la création de la CMM (Commission militaire mixte).

De nombreux points de l'accord suscitent la critique et constitueront autant de pierres d'achoppement lors de la réalisation. L'écueil principal est que le retrait de toutes les troupes étrangères n'est prévu qu'après une période minimum de 6 mois et qu'en attendant, ces troupes restent sur leurs positions défensives en attendant le désarmement des milices. Cette décision est en contradiction avec la résolution 1234 du Conseil de sécurité qui impose «à toutes les nations non invitées à quitter le pays immédiatement».

Le désarmement des troupes rebelles constitue d'ailleurs une autre pierre d'achoppement. Jusqu'à l'arrivée des troupes de l'ONU, ce sera la CMM, composée d'officiers des pays et des mouvements d'opposition, qui sera chargée du désarmement des milices. Comme le fait remarquer la presse congolaise, «les troupes d'invasion» vont se transformer en «force de paix» au moins pendant 9 mois. Le désarmement des anciennes FAR rwandaises va certainement poser problème. Celles-ci, actuellement au nombre de 40.000, sont disséminées sur plusieurs pays et notamment dans l'armée congolaise. Comment désarmer les FAR se trouvant à Brazzaville, celles combattant avec la rébellion ougandaise, celles combattant dans l'opposition burundaise (le Burundi n'est même pas signataire de l'accord)? Même une force de l'ONU de 25.000 hommes aura énormément de difficultés.

4.2. La reprise de la guerre (juillet 1999)

Malgré l'engagement des belligérants dans les accords de Lusaka, les hostilités n'en reprennent pas moins un peu partout. Il faut bien constater que les belligérants n'ont pas réellement envie de cesser cette drôle de guerre qui est autofinancée par le pillage de la RDC et qui de surcroît les enrichit personnellement, les généraux ayant mis sur pied leurs propres circuits commerciaux pour piller systématiquement le pays.

Il faut bien reconnaître que l'on est plus proche d'une reprise de la guerre que d'un cessez-le-feu. Pendant les pourparlers de Lusaka, les offensives reprenaient déjà de plus belle au Kasai, où rebelles et Rwandais semblaient vouloir obtenir un avantage décisif avant la signature de l'accord. Ils prennent Dimbelenge le 30 juin, menaçant ainsi le port d'Ilebo.

L'Ouganda, d'autre part, qui ne veut pas être devancé par le Rwanda, n'aurait pas abandonné son vieux rêve de conquérir Kinshasa directement par la voie des airs. Cinq bataillons d'élite de l'armée ougandaise s'entraîneraient dans ce sens et Brazzaville aurait été contactée pour faciliter le passage de la brigade 508 basée à Kitgum. On signale la présence d'une douzaine d'experts militaires américains à Kampala pour faire une évaluation des besoins militaires.

Si l'Angola a enregistré de nombreux succès face à l'UNITA et occupe actuellement quatre fiefs importants de cette dernière, dont Huambo, Bailundo et Andulo, le problème au lieu d'être réglé n'a été que déplacé: les rebelles de l'UNITA se réfugient et se rassemblent en masse à Goma, à Kalemie et dans l'Équateur où ils continuent la lutte avec leur matériel.

Le Rwanda poursuit ses efforts pour prendre la capitale minière, Mbuji-Mayi, enjeu de toutes les luttes, dont on annonce la prise depuis huit mois. D'importants renforts rwandais (10.000 hommes) prennent l'aéroport de Kabinda, la lutte pour la prise de la ville va durer jusqu'en août. Dans Mbuji-Mayi, qui a pris une extension considérable et est passée à 3 millions d'habitants, la frénésie de la recherche du diamant fait parfois oublier cette drôle de guerre. Mais celle-ci est bien présente et les renforcements des défenses de la ville, dont l'allongement de la piste d'aviation, montrent à quel point sa perte serait catastrophique pour la RDC.

Début septembre, les rebelles préparent une nouvelle offensive; objectif: Mbuji-Mayi, Kananga et Ilebo. Des renforts en troupes et en matériel continuent de débarquer sur les aéroports de Kele et Lodja. Mais à chaque tentative, au départ de Kabinda, les troupes du RCD et du Rwanda sont bloquées devant Mbuji-Mayi. La situation dans Kabinda même est critique et la population vivrait uniquement de mangues.

Dans l'Équateur, la reprise de la guerre est également bien réelle. C'est en fait la seule région où la rébellion trouve une certaine légitimité aux yeux de la population locale. Bemba est encore en train de recruter des anciens de la DSP à Brazzaville. Les nouveaux bataillons formés, soit sont envoyés en Equateur, soit attendent l'extension du front pour traverser le fleuve. Les rebelles du MLC de Bemba progressent dans la région, avec l'aide de 12.000 Ougandais et de forces de l'UNITA, objectif Mbandaka. Le 2 décembre, la ville de Basankusu tombe aux mains de troupes ougandaises et de l'UNITA qui y capturent un Antonov et sa cargaison de munitions. Dans le même temps, 2.000 soldats zimbabwéens sont encerclés depuis 6 mois sur l'aéroport d'Ikela, ville située à 500 km au sud-est de Basankusu. Le Zimbabwe négociera directement la libération de ses prisonniers avec l'Ouganda, c'est une première. La prise de la région de la Maringa et de la Tshuapa soustrait encore de nombreuses ressources agro-industrielles du patrimoine de la RDC.

Devant tous ces dangers, Kabila décide de réinstaurer le couvre-feu à Kinshasa. Il vient également de décider la création de Forces d'autodéfense populaire (FAP). Les FAP sont une émanation des collectivités et des quartiers de Kinshasa. Ces jeunes, enrôlés, formés à Kibomango et encadrés, seraient déjà 22.000. Leur mission est d'assurer la sécurité de la population en temps de paix, de défendre le pays en temps de guerre.

4.3. Le trafic des «diamants de sang»

En l'absence d'une réelle volonté de négocier de la part des belligérants, la solution pour arrêter la guerre passe par un contrôle efficace et l'arrêt du trafic des diamants de sang et par l'arrêt du pillage des richesses de la RDC. Le contrôle des armements s'avère d'autre part également indispensable. Mais la communauté internationale, malgré sa bonne volonté, est incapable de contrôler ce trafic. Les armes sont vendues et acheminées par des multinationales dirigées par d'anciens officiers de l'Est, qui s'approvisionnent dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie où les armements, tombés en désuétude, se vendent comme des petits pains et à bas prix. La Russie et l'Ukraine ont, ces dix dernières années, écoulé une véritable armada d'hélicoptères, d'avions, de blindés, de pièces d'artillerie et d'armes légères en Afrique centrale, et ce, à tous les belligérants, de quelque côté qu'ils soient.

Alors que tous les belligérants connaissent une crise économique sévère, ils peuvent se permettre, grâce au pillage des ressources de la RDC, d'acquérir des armements d'une efficacité redoutable, dont des avions, des hélicoptères et des chars de combat qu'ils n'auraient jamais pu se payer auparavant. En 2000, le trafic d'armement déjà observé précédemment est en nette recrudescence. Il est assez édifiant de constater que les livraisons d'armes à l'Afrique subsaharienne ont quasiment doublé en un an. Le commerce des armes avait atteint 57 milliards de dollars en 1998.

Kabila aurait signé un contrat de 1 milliard de dollars US auprès de la Chine (payable en minerais précieux) pour l'achat d'une cinquantaine de chars de combat T-55, de VTT (Véhicules transporteurs de troupes), d'artillerie lourde et de munitions. Kabila cherche également à se renforcer chez son allié angolais. Il cherche à s'équiper à Luanda où il se serait rendu le 18 août 1999. Il y reçoit de puissants moyens aériens: trois MIG 23, deux Soukoys 22, quatre ou cinq hélicoptères MI-25 (hélicoptères d'assaut soviétiques du dernier cri) ainsi que des Antonov de transport (AN 26 et AN 12).

L'Ouganda reçoit, lui aussi, régulièrement des renforts en armements venant de l'Inde, de Chine, d'Ukraine et de Russie. L'armée ougandaise se renforce encore avec des missiles montés sur BM 130 (transporteurs blindés), des missiles sol-sol, des sol-air SAM 7, 36 camions équipés de mortiers de 106mm, de nombreux missiles antichars, d'une tonne de RPG7 (armes antichars portables), de trois tonnes de fusils AK 47 (kalachnikov) et de quatre hélicoptères MI-24. Plusieurs MIG ont été rénovés.

D'après le journal *Independent*, le Zimbabwe aurait, en pleine crise économique, également engagé des sommes colossales en contrats d'armement avec la Chine. Le coût total des derniers contrats avec la société China North Industries Corporation s'élèverait à 66 millions de dollars US.

Ces armements comprendraient des roquettes antipersonnel, des obus, des grenades, des fusils d'assaut et des munitions pour chars. Le Zimbabwe, en quasi-faillite économique, a passé plusieurs accords avec la RDC pour financer son soutien militaire. Les deux pays ont ainsi créé des entreprises en joint-venture chargées de la commercialisation de l'or et du diamant congolais, et une agence d'Etat zimbabwéenne a obtenu plus d'un demi-million d'hectares de terres agricoles en RDC. L'exploitation de la mine de Tshibua et des dépôts alluviaux de la rivière Senga-Senga, dans le Kasai-Oriental, sur une étendue de 500 km², a ainsi été confiée au consortium Oryx Diamonds. Les Zimbabwéens percevraient 40 % des bénéfices et Kabila, 20 %.

Quant au Rwanda, il se renforce également grâce aux richesses de la RDC, ceci en concurrence avec l'Ouganda, ce qui crée des frictions entre les deux pays. Les Rwandais auraient acheté 30 chars T-55 en Ukraine pour attaquer la ville de Mbuji-Mayi. Ils seraient également en train de se constituer une flotte d'hélicoptères d'attaque.

4.4. La réunion du Conseil de sécurité du 27 janvier 2000

Fin décembre 1999, Ketumile Masire, ex-Président du Botswana, est désigné comme facilitateur pour l'application des accords de Lusaka. En l'acceptant, Kabila fait une concession. Car c'est un anglophone qui sera chargé d'organiser le dialogue intercongolais entre francophones, lequel dialogue doit poser les bases d'une nouvelle armée congolaise, déterminer les institutions à créer pour une bonne gouvernance, établir le processus électoral et proposer un projet de Constitution pour gouverner le Congo après les élections.

Le 27 janvier 2000, Kabila est à New York pour un débat spécial à l'ONU sur les Grands Lacs. Ce débat ne donne rien. Mais à l'issue de cette réunion, la résolution 1291 proposée, est adoptée le 24 février par le Conseil de sécurité. Elle autorise le déploiement de 500 observateurs ainsi que d'une force de l'ONU de plus de 5.500 hommes afin de soutenir les accords de paix, sérieusement menacés.

4.5. La reprise des combats. Les difficultés dans les deux camps

Pendant que se déroule la session de l'ONU à New York, les combats reprennent de plus belle en RDC, où les FAC parviennent le 27 janvier 2000 à briser l'encerclement d'Ikela, carrefour important de communications, dégageant ainsi une voie de ravitaillement importante, la voie fluviale vers Mbandaka et la route vers Kisangani (à 300 km). Pour la reprise d'Ikela, les FAC, restructurées et fortement appuyées par les troupes zimbabwéennes,

auraient engagé d'importants moyens, dont de nouveaux bombardiers à moyen rayon d'action, des Soukoy SU-25, récemment acquis, ainsi que les avions Hawks du Zimbabwe, plus efficaces que les Migs et dont les pièces de rechange sont toujours fournies par la Grande-Bretagne.

Par contre, au Kasai, la ville d'Idumbe, à quelques km du port d'Ilebo, est tombée aux mains des rebelles le 2 mars 2000, constituant ainsi une menace directe contre Kinshasa. Kagame rassemble 7.000 hommes supplémentaires à Kabinda, en vue de prendre Mbuji-Mayi. Fin mars, les combats font rage au Kasai, les rebelles essayant en vain de se saisir d'Ilebo.

Si Kinshasa a enregistré de nombreux succès militaires locaux ces derniers mois, ceux-ci sont dus en grande partie à un renforcement sérieux de l'aviation qui harcèle et démoralise les forces rebelles. L'armée congolaise forte de 60.000 hommes est en pleine restructuration et monte en puissance. 2.000 jeunes soldats formés sortent du nouveau centre d'instruction de Kimbinga, situé à 30 km de Kikwit, lequel doit former 6.000 recrues du Bandundu. Pour la formation de ses unités spéciales, Kabila utilise de nombreux coopérants étrangers, dont des Nord-Coréens qui forment la 10e brigade, des experts militaires chinois, des Libyens, ainsi que des instructeurs angolais, zimbabwéens et namibiens. Il utilise également des pilotes russes pour bombarder les territoires occupés.

Malgré cela, le sort du régime de Kabila dépend en grande partie de ses alliés. L'armée congolaise est appuyée par les 11.000 soldats zimbabwéens de Mugabe, les 5.000 Angolais de dos Santos et les 2.500 Namibiens de Sam Nujoma. Mais outre ces chiffres, il faut surtout compter sur l'aviation et les véhicules de combat fournis par les alliés angolais et zimbabwéens.

En face, l'Ouganda voudrait se retirer de la guerre et mise non seulement sur le MLC de Bemba, mais aussi sur le RCD Bunia (ex-Kisangani) de Wamba qu'il tente de réorganiser. C'est ainsi que 2.000 recrues du RCD Bunia sont en formation à l'école militaire de Singo en Ouganda, de même que tous les rebelles qui ont fui le RCD Goma au profit du RCD Bunia. Dernièrement, le commandant Balangele du RCD Goma est passé avec 900 de ses hommes en Ouganda pour rejoindre le RCD Bunia.

Au Rwanda, la situation n'est certainement pas plus reluisante et le pouvoir actuel est divisé. Il y a bien sûr, la fracture entre francophones et anglophones. Il n'y a pas que cela. Au sein du FPR-même, il y a une lutte d'influence entre les Tutsi issus de la diaspora et venus d'Ouganda (qui constituent la nouvelle *akazu*) et les Tutsi rescapés du génocide. Mais il y a également le malaise provoqué par les différentes enquêtes qui sont menées contre les malversations de la classe dirigeante. Car le pillage du Kivu, s'il sert à payer l'effort de guerre du Rwanda, alimente également la corruption parmi la classe dirigeante. La guerre en RDC, où participent près de 20.000 hommes, commence à diviser sérieusement la population rwandaise. L'armée

a subi quelques revers et des pertes sérieuses notamment à Shabunda (400 hommes). On signale de nombreuses désertions de militaires mécontents d'être envoyés au front alors que beaucoup d'officiers à l'arrière s'enrichissent des pillages.

4.6. Nouvelles tentatives de paix: la Conférence du Caire, l'accord de Kinshasa

Le 3 avril 2000 se tient la Conférence du Caire, un nouveau sommet Europe-Afrique, une réédition de la Conférence de Berlin, avec la participation de 70 nations. Les pays africains y revendiquent avant tout une réduction de la dette et un traitement spécial dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

Le 4 mai, un accord de mise en place des 500 observateurs de l'ONU et des 5.000 casques bleus est signé à Kinshasa, en présence de Richard Holbrooke. Mais ce ne sera pas la force prévue par les accords de Lusaka. Celle-ci, en effet, était initialement prévue pour agir sous un mandat de l'ONU du type Chapitre VII, autorisant l'usage de la force pour faire respecter l'accord. Celle qui est prévue maintenant ne pourra user de la force que pour se défendre et défendre les observateurs.

4.7. Les affrontements de Kisangani entre Rwandais et Ougandais

Du 14 au 17 août 1999, des soldats rwandais et ougandais s'affrontent dans de violents combats pour le contrôle de Kisangani et surtout, pour obtenir celui des richesses minières. Ces affrontements qui tournèrent à l'avantage des Rwandais firent plus de 300 morts. Officiellement, les Ougandais reprochent aux Rwandais leurs méthodes guerrières et principalement les massacres de populations. Les Rwandais reprochent aux Ougandais d'avoir provoqué la scission des mouvements du RCD. De plus, Museveni accueille les déserteurs du RCD et les forme dans ses écoles pour les renvoyer au combat chez Bemba. En fait, ces deux pays se battent pour le partage des richesses minières et de bois précieux de la province orientale du Congo.

Le 17 mai 2000, le Rwanda et l'Ouganda conviennent de retirer leurs troupes à 100 km de Kisangani. Mais le 5 juin 2000, les espoirs sont à nouveau déçus, la guerre entre Ougandais et Rwandais recommence à Kisangani. Cette fois, les bombardements visent ostensiblement la population civile et les observateurs de l'ONU, pour obliger ceux-ci à quitter la ville. Ce sont des témoins gênants. Les troupes du RCD sont, elles aussi, priées de quitter la ville. On assiste ainsi à une guerre entre deux nations sur un sol étranger, la population non concernée étant prise en otage.

4.8. Nouvelles tentatives de paix (Eldoret, Cotonou et Lusaka)

Le 3 juin a lieu à Eldoret (nord de Nairobi, ville natale de Arap Moi) une rencontre entre les présidents rwandais, Kagame, et congolais, Kabila. Cette rencontre a été préparée dans le plus grand secret par le président kenyan, Daniel Arap Moi, et s'est déroulée pendant 2 heures, avec accolade des deux présidents en conflit, suivie d'un déjeuner. Kabila qui craint le départ précipité des Zimbabwéens s'est de ce fait montré plus conciliant. Mais cette rencontre sera sans suite, l'Ouganda ayant été tenu à l'écart des pourparlers.

Du 5 au 7 juin, a lieu à Cotonou, au Bénin, une réunion préparatoire au dialogue intercongolais. Cette réunion est organisée par Sir Ketumile Masire, le facilitateur. Les différents mouvements d'opposition du RCD ont été invités à cette réunion préparatoire mais en seront finalement empêchés.

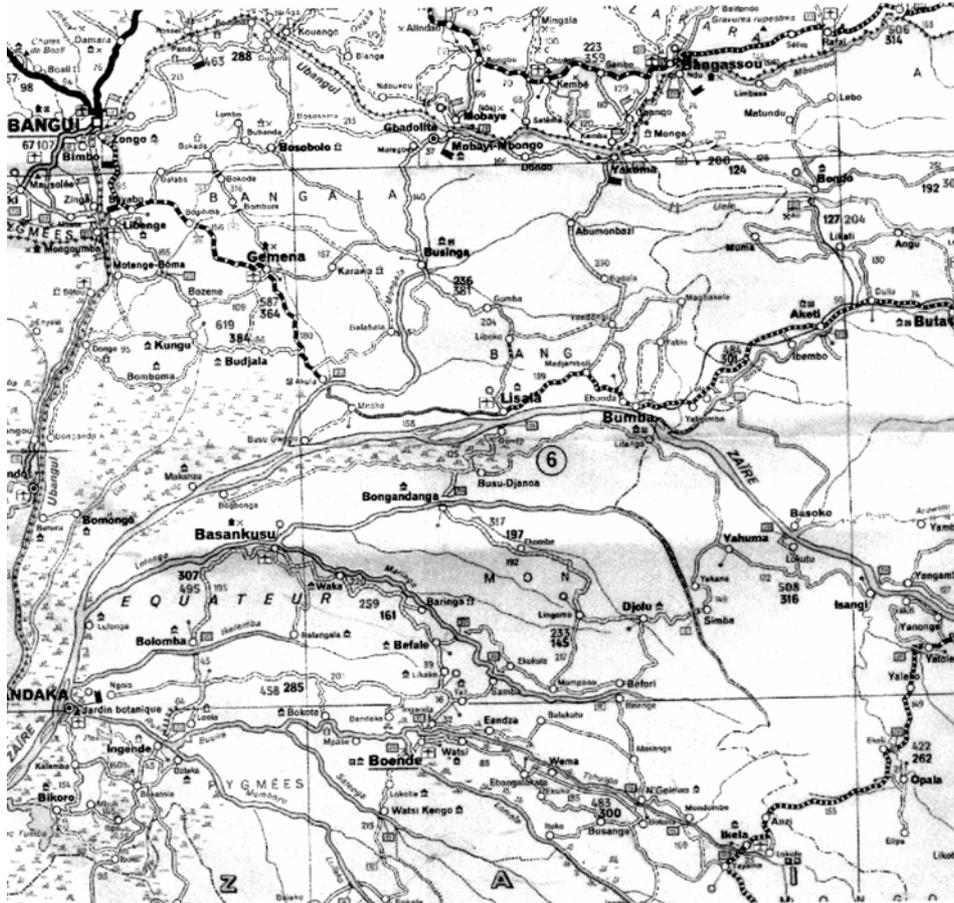
La SADC (Communauté de développement des pays d'Afrique australe) qui compte 14 membres, prenait l'initiative de convoquer, le 14 août, un sommet extraordinaire à Lusaka. On y attendait un geste d'apaisement de la part de Kabila, car jusque maintenant, ses décisions ont irrité la SADC: refus d'assister à la réunion préparatoire à Cotonou, rejet de la collaboration avec Masire, refus d'aller à Windhoek à la réunion précédente, opposition au déploiement des casques bleus à Kinshasa, contre-offensive dans l'Equateur. Un nouveau sommet pour rien.

4.9. Les opérations dans l'Equateur: la lutte pour Mbandaka

Après l'intransigeance de Kabila lors des discussions de paix, et son rejet des accords de Lusaka, la reprise des combats et l'accroissement des achats d'armes seraient un autre signe de durcissement. Le réarmement dans les deux camps est d'ailleurs engagé dans une spirale qui n'en finit pas: les aérodromes près des lieux de combat voient en permanence des Antonov venant d'Europe de l'Est déverser des matériels de plus en plus sophistiqués. D'après l'agence Misna, la République sud-africaine participerait, elle aussi, à ce pont aérien vers Kampala d'où les armements seraient réexpédiés vers Gbadolite, au profit du MLC de Bemba, ou vers l'UNITA.

Les FAC reprennent les combats au Nord-Ouest sur le fleuve Oubangui, alors que Bemba continue son offensive sur Ikela et la région de la rivière Tshuapa. Sur l'Oubangui, les FAC de Kabila contre-attaquent, d'abord en bombardant Libenge avec quatre Antonov 32s, puis en pilonnant à l'artillerie au départ de 6 bateaux en aval de Mbandaka, appuyés de deux hélicoptères MI-24, deux Migs 21 et deux SU-25. Ces 6 bateaux, des bateaux de l'ONATRA, avaient été transformés en bateaux de guerre, équipés d'artillerie navale, de lance-missiles antiaériens et de mortiers. La ville

d'Imese tombe aux mains des FAC le 15 juillet. Des milliers de réfugiés sont jetés sur les routes et cherchent refuge au Congo Brazzaville. Les villes de Impfondo et Djungu regorgent de ces réfugiés. Mais les forces de Kabila, apparemment, n'osent pas s'aventurer dans la forêt, les troupes du MLC de Bemba bénéficiant d'une certaine sympathie de la part de la population qui les considère comme des «mwana mboka», enfants du pays.



Bemba repasse rapidement à l'offensive et détruit par surprise deux des bateaux armés des FAC, tuant près de 800 soldats gouvernementaux. D'après les soldats des FAC faits prisonniers, au nombre de 58, ils faisaient partie de la 10ème brigade spéciale et auraient été formés à Likasi pendant 9 mois par 400 mercenaires coréens, et ceci en vue de prendre Gbadolite.

Devant les succès des FAC en Equateur, les Ougandais qui sont à fond derrière Bemba décident l'envoi de cinq nouveaux bataillons, environ 4.000

hommes, à Gbadolite pour renforcer les positions du MLC. Ils amassent de l'artillerie lourde à Gemena, des troupes et du carburant à Gemena, Gbadolite, Buta et Libenge. Un plan d'action aurait été concocté entre l'état-major ougandais et Bemba. Trois brigades d'infanterie ougandaises participeraient à ce plan: la brigade 325, basée à Lisala, prendrait le secteur de Boende, la Tshuapa et la Lomami; la brigade 327, basée à Basoko, aurait le secteur nord-ouest de Kisangani; la brigade 329 prendrait le secteur de la rivière Oubangui.

L'enjeu des combats s'est carrément déplacé vers l'Equateur où le MLC progresse lentement vers Mbandaka, après avoir pris Dongo le 10 septembre. Bemba a établi son quartier général à Gemena, plusieurs fois bombardée par des MIG des FAC, ses troupes se trouvent le 3 octobre à 65 km de Mbandaka, la ville-verrou qu'il veut absolument prendre et que Kabila doit à tout prix conserver s'il ne veut pas voir les rebelles dévaler en trombe sur Kinshasa.

Mbandaka est un carrefour stratégique qui ouvre par le fleuve la voie vers Kinshasa. C'est aussi le carrefour qui permet l'accès vers l'Est, par de nombreux affluents, la Tshuapa et la Lomela, vers les plantations de caoutchouc, de palmiers et de café. La chute de Mbandaka priverait Kinshasa d'une partie de ses approvisionnements et permettrait aux troupes de Bemba de déferler par le fleuve vers Kinshasa. C'est pour ces raisons que Kabila a voulu en faire un verrou infranchissable. La ville est défendue par les FAC, les Angolais et les Zimbabwéens.

En face, un état-major ougandais aurait mis sur pied un plan de bataille pour prendre la ville. Une colonne blindée au départ de Gbadolite mènerait l'attaque principale. Auparavant, des commandos devraient infiltrer la ville pour tenter de prendre l'aéroport, afin que le siège ne dure pas trop longtemps. Devraient participer à cette attaque les Forces ougandaises et celles du MLC de Bemba, mais la haute direction serait assurée par les Ougandais, peu confiants dans les capacités du MLC, bien que ce dernier déclare disposer de suffisamment de bons soldats pour mener la guerre.

Mais la prise de Mbandaka n'est pas seulement une affaire entre Bemba et Kabila. Jean-Pierre Bemba a eu en effet la malencontreuse idée de prendre l'UNITA comme allié. Selon des observateurs militaires dans la région, cette alliance de circonstance de Bemba est fondée sur des intérêts réciproques, basés sur les revenus du trafic de diamants et d'armes. Selon ces sources, le MLC a besoin, face aux forces loyalistes, de troupes aguerries, que l'UNITA peut lui fournir. A Gemena, de nombreux instructeurs de l'UNITA formeraient les troupes de Bemba. Et parmi ces instructeurs de l'UNITA, il y aurait d'anciens de la DSP. En contrepartie, le MLC et les Ougandais mettraient à la disposition de Savimbi des bases en RDC, et particulièrement des aéroports, nécessaires au ravitaillement des forces de Jonas Savimbi en territoire angolais.

Toujours selon les mêmes sources, l'UNITA, qui a également besoin de tels relais pour exporter les diamants finançant son armement, verse aux militaires ougandais des commissions sur ces exportations, selon un schéma mis au point à l'époque du régime du maréchal Mobutu. A cette époque, Kamina servait de plaque tournante pour le ravitaillement de l'UNITA, actuellement, Kampala a repris cette mission. Il faut savoir que l'UNITA, selon ses propres déclarations, contrôlerait près de 50% de l'exploitation du diamant en Angola, ce qui lui permettrait d'entretenir des forces armées supérieures à 100.000 hommes et de reprendre plusieurs bastions aux Forces gouvernementales.

Tout cela, bien sûr, dos Santos le sait et ne peut accepter de voir les troupes de l'UNITA pénétrer dans Kinshasa. Il continuera donc d'accorder son soutien à Kabila tant que l'UNITA sera sur le terrain congolais. Il va provoquer la réunion de Windhoek du lundi 9 octobre 2000. Au cours de cette réunion, les alliés du président Kabila (Angola, Zimbabwe, Namibie) ont menacé l'Ouganda et le MLC de Bemba d'une confrontation militaire généralisée si ces derniers continuaient à faire avancer leurs troupes vers Mbandaka.

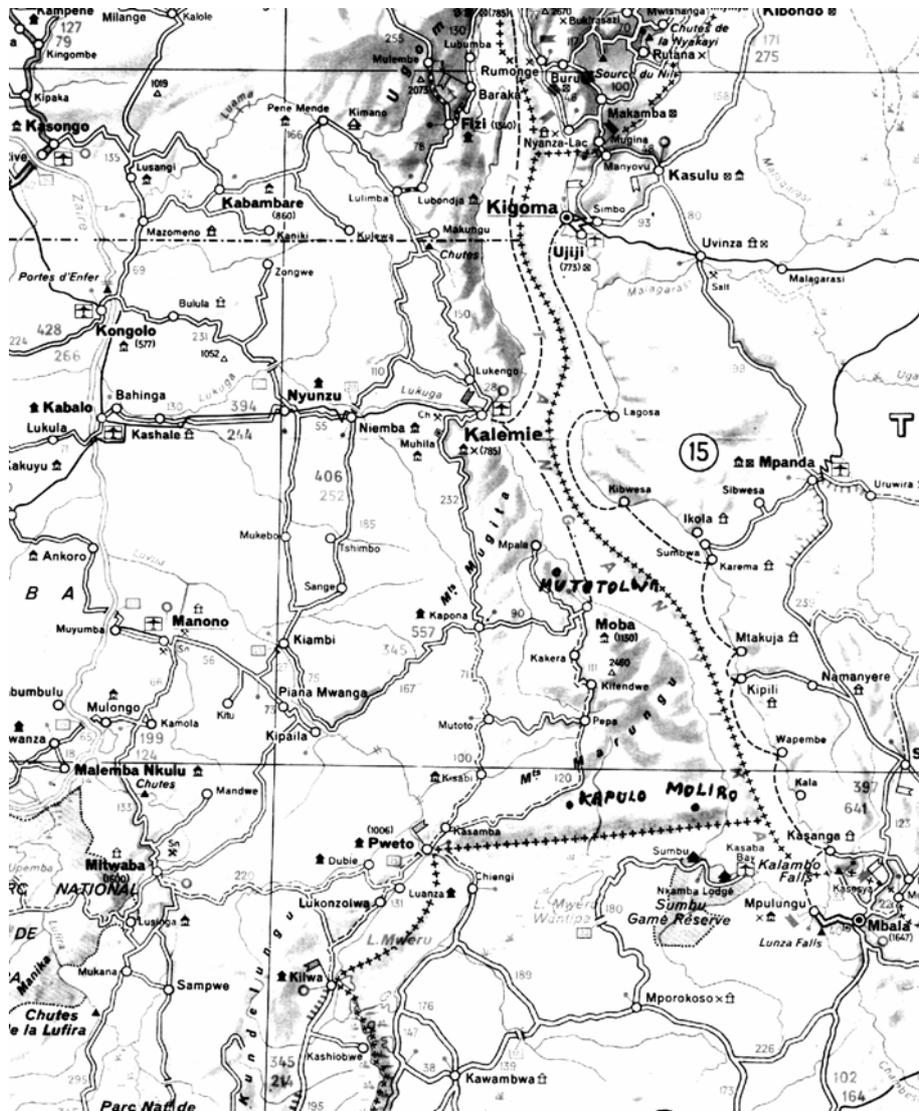
Pendant ce temps, les alliés de Kabila continuent à bombarder les aérodromes tenus par le MLC dans la province de l'Equateur; après l'aéroport de Gbadolite le 23 décembre, les aéroports de Gemena, de Bondo et de Basankusu sont également bombardés, afin de neutraliser l'offensive vers Mbandaka du MLC renforcé par un bataillon de l'UNITA et par des troupes ougandaises. Peut-être aussi pour empêcher la réalisation du projet ougandais de prendre Kinshasa par les airs?

4.10. La résistance de la population au Kivu

Au Kivu, la résistance envers l'occupant rwandais est générale et mobilise toute la province. La présence de troupes étrangères, les exactions auxquelles celles-ci se livrent sur la population et la fuite des richesses du pays hérissent la population locale. Les Tutsis congolais font les frais de cette haine.

Il y a d'une part un genre de résistance passive organisée par les religieux et qui s'est traduite par des grèves et une opération ville morte, notamment à l'occasion de l'arrestation de Mgr Kataliko, évêque de Bukavu. Mais à côté de cette résistance passive, partout dans le Kivu, des groupes d'autodéfense populaire (FAP) se créent; ces *mayi mayi* sont alimentés par Kinshasa à partir de petits aéroports de brousse. Ils sont constitués par plusieurs ethnies dont les Babembe, encadrés par d'anciens combattants du maquis de Kabila, auxquels se joignent des rebelles hutu venus du Burundi. Un nouveau front était d'ailleurs ouvert le 15 avril 2000 à Lemmera, entre

Bukavu et Uvira, où des résistants du Kivu, épaulés par des hutu burundais et rwandais équipés par Kinshasa et ses alliés, via Kigoma, mènent la vie dure au RCD et à ses alliés rwandais. Les résistants ont finalement pris la ville.



Mais la population paie un lourd tribut à la guerre, causé par les nombreux massacres, dont celui de Katagota (Sud-Kivu) le 14 mai 2000, qui, suivant des sources confessionnelles, aurait fait près de 600 victimes.

Les résistants du Kivu dénoncent par ailleurs un plan de colonisation de la part des Rwandais. Le plan d'occupation du Kivu semble se confirmer par les mises en place au niveau du commandement de l'armée au Sud-Kivu. En proximité des frontières communes du Congo avec le Rwanda et le Burundi, on place les commandants rwandais et banyamulenge avec leurs troupes d'occupation, tandis que les troupes congolaises avec leurs commandants sont repoussées plus loin à l'intérieur du Congo, en direction du front.

4.11. L'ouverture d'un troisième front au Katanga (octobre 2000)

L'Equateur est devenu le front principal; au Kasai, les troupes rebelles semblent stoppées devant Kabinda pour une longue période; il reste un troisième front dont on ne parle pas beaucoup, celui du Katanga. Kabila veut garder entière sa province natale et continue à y mener une attaque d'envergure le long du lac Tanganyika; il obtient d'ailleurs plusieurs succès et a repris les villes de Kontaula, Kasasaika, Musa, Balanga, Mutotolwa, Kyeruzi, Murungusha et plus récemment, le 25 octobre 2000, la ville de Pepa. Le quartier général des FAC est établi à Kapulo.

Kabila soigne particulièrement sa province. Après y avoir localisé son Parlement, il vient de dénicher des bailleurs de fonds sud-africains pour rétablir la liaison ferroviaire entre Lubumbashi et Johannesburg, ceci afin de permettre l'échange de richesses entre les deux pays. Si Mobutu avait son «sanctuaire» à Gbadolite où il se retirait en cas de crise, Kabila a le sien au Katanga.

Mais le 6 décembre 2000, après Pepa, c'est la ville de Pweto qui est reprise par les rebelles du RCD Goma. La chute de Pweto aurait été causée par une désorganisation des FAC créée par la désertion massive des *kadogo* de Masasu, après que ce dernier ait été exécuté le 27 novembre avec de nombreux officiers du Kivu. Le 8 décembre, la ville de Pweto est à nouveau dans les mains des FAC et de leurs alliés. Elle sera à nouveau reprise quelques jours plus tard par l'armée rwandaise.

5. LES PERSPECTIVES DE PAIX

5.1. Les tentatives de paix (Maputo 2, Harare, décembre 2000)

Un nouveau sommet, un de plus, celui de Maputo, s'est terminé le 18 octobre 2000 par un accord des cinq pays qui s'affrontent en RDC: ils s'y engagèrent à se retirer de 15 km des positions qu'ils occupaient et auraient dû se retrouver quinze jours après pour évaluer la mise en application de cet engagement. Nouvelle déception. Les belligérants s'accusent mutuellement et hypocritement de violer ces accords.

Le 27 novembre, les belligérants sont à nouveau réunis à Maputo pour examiner le suivi des décisions de Maputo I. Les rebelles, ne se sentant pas tenus de respecter les engagements, n'obtempèrent pas. Afin de concrétiser cet accord, une nouvelle réunion a lieu à Harare (Zimbabwe). Un accord de désengagement y est signé, le 8 décembre, par les chefs d'états-majors des forces des différents pays. Les forces ont 45 jours pour se retirer, à partir du 15 décembre. Le MLC de Bemba ne signe pas cet accord sous le prétexte que le dialogue intercongolais n'y a pas été évoqué.

5.2. L'assassinat de Laurent Désiré Kabila (16 janvier 2001)

Le 16 janvier, Laurent Désiré Kabila est assassiné au Palais de Marbre par un de ses gardes du corps originaire du Kivu. Celui-ci aurait vengé la mort du commandant Anselme Masasu et de ses *kadogo*, écartés au profit des Katangais. Masasu était le dernier des quatre membres fondateurs de l'AFDL. Kabila avait déjà écarté ou éliminé les chefs des deux autres mouvements. On cherche toujours les véritables commanditaires de cet assassinat.

Une mise en scène de 48 heures aura permis de gagner suffisamment de temps pour assurer l'intérim et nommer un nouveau président, en l'occurrence son fils Joseph Kabila. Ces 48 heures d'attente permettront également d'assurer la sécurité dans Kinshasa, avec la venue de 4.000 Angolais, immédiatement suivis par 2.200 Zimbabwéens.

L'intervention des alliés et leur main-mise sur le pouvoir posent question quant à la véritable indépendance du Congo, dont toutes les décisions doivent être avalisées par ses alliés fidèles; les Angolais contrôleraient même les services de sécurité congolais.

5.3. L'avènement de Joseph Kabila

Joseph Kabila serait né le 4 janvier 1971 à Hewa Bora près de Fizi dans le Sud-Kivu. Le nouveau président n'a pas grandi dans son pays et ne parle pas la langue la plus couramment utilisée, le lingala. Né lors de l'exil de son père, il est allé à l'école en Tanzanie puis en Ouganda et n'est rentré dans l'ex-Zaïre qu'en 1996, lorsque son père s'est lancé à la conquête du pouvoir depuis l'Est, avec l'aide du Rwanda et de l'Ouganda.

Joseph Kabila aura été rapidement admis, lorsque, dans son discours, il s'est porté garant de l'unité et de l'intégrité du territoire, a promis des élections libres et transparentes et a affirmé sa volonté de poursuivre l'initiative de Libreville amorcée par son père afin d'aboutir à un dialogue intercongolais. Le président a promis également de libéraliser l'économie.

Sur le plan de la politique intérieure, Kabila junior semble pris entre deux feux, entre le clan des conservateurs et celui des réformateurs. Les

conservateurs, les anciens de son père, les durs du régime, les tontons qui l'ont porté au pouvoir veulent garder leur place, avec Victor Mpoyo, Gaëtan Kakudji et Mwenze Kongolo comme chefs de file. Ils s'appuient à fond sur les Nord-Katangais de la Balubakat, soutenus par le Zimbabwe. Les réformateurs, qui appuient le fils dans ses ouvertures, voudraient voir un gouvernement plus ouvert aux régions, s'appuient sur les Lunda du Sud-Katanga, et sont soutenus par les Angolais. Ils veulent changer radicalement le gouvernement et ses pratiques et sont conduits par Eddy Kapend, l'homme des Angolais. Une lutte interne pourrait voir l'Angola et le Zimbabwe s'opposer en soutenant chacun des deux clans rivaux.

Le jeune président veut changer l'équipe en place et prendre ses distances vis-à-vis de l'équipe de son père. Il va procéder en deux étapes, d'abord changer les conseillers en place, ensuite le gouvernement. Joseph Kabila va d'abord remanier le commandement de l'armée et des services de sécurité. Après sa tournée des capitales européennes, il va démettre le gouvernement et écarter les fidèles de son père pour former un nouveau gouvernement le 14 avril en faisant appel à des technocrates.

5.4. La résolution 1314 du Conseil de sécurité

Un nouveau sommet de Lusaka a lieu le 16 février 2001, afin de déterminer les possibilités d'arrêt des hostilités. A la surprise générale, J. Kabila se démarque nettement de la politique de son père et accepte beaucoup de choses et notamment l'intervention de Masire, le déploiement des observateurs de l'ONU, prévu à partir du 26 février, ainsi qu'un désengagement des forces belligérantes, ce qui permettra à ces observateurs de surveiller le respect du cessez-le-feu à partir de la zone-tampon, formée grâce à ce retrait de 15 km de part et d'autre de la ligne de front.

Le 22 février, le Conseil de sécurité, par la résolution 1314, approuve le plan de désengagement des parties armées en présence, de même que l'envoi de 3.000 hommes dont 550 observateurs militaires. Ceux-ci ne se déploieront que lorsque les forces belligérantes se seront retirées de 15 km de leurs positions.

Le mouvement de retrait des Rwandais commence effectivement le 28 février à Pweto. Plusieurs centaines de militaires rwandais quittent Pweto pour la ville de Pepa à 200 km. A Buta et Gemena, les soldats ougandais font de même: 1.500 hommes, deux bataillons doivent se retirer et seraient eux directement rapatriés. Mais le RCD Goma montre beaucoup moins de bonne volonté et réoccupe certaines positions. De même, Bemba et le MLC rechignent à se retirer.

6. CONCLUSIONS

Fin mai 2001, les troupes de l'ONU sont en place partout dans les principales villes de la RDC elles sont chargées de protéger les installations et le matériel des observateurs militaires de la MONUC, ceux-ci devant faire respecter les accords de Lusaka. Tous les belligérants ont finalement accepté de se retirer de 15 km de leurs positions. Les accords de paix de Lusaka sembleraient être en bonne voie d'être observés, ceci au conditionnel. Car il reste à savoir ce qui peut encore se tramer dans l'ombre, quand on sait que les Rwandais se sont retirés de Pweto et se seraient dispersés dans le Masisi, semblant vouloir continuer l'occupation du Kivu. L'Ouganda, quant à lui, s'est retiré des accords de Lusaka, mais s'engage à retirer ses troupes de RDC. Après avoir réalisé la fusion du MLC et du RCD Bunia, il continue de former des officiers pour ce nouveau mouvement, le FLC de Bemba, lequel forme encore des soldats dans son centre d'instruction de Butembo. Bien que cette guerre ait une chance de se terminer, l'imbroglio n'en subsiste pas moins.

Il s'agit d'une drôle de guerre de par le nombre de pays engagés, les types d'armement utilisés de même que les objectifs et les méthodes adoptées. Après le rush du début, on aura assisté en fait à deux guerres différentes mais se déroulant simultanément. Au Nord, le MLC de Bemba, dont le but aura été de renverser le régime de Kabila, procédera normalement en essayant de s'emparer de Mbandaka pour pouvoir déboucher sur la capitale Kinshasa. En fait, une guerre plutôt classique.

Dans le reste du pays, à Kisangani, au Kivu et surtout au Kasai, la guerre, au départ pour neutraliser les *interahamwe*, se transformera rapidement en une guerre économique, où l'objectif non avoué est de saisir et d'exploiter les richesses du pays. Ceci se traduira sur le plan militaire par une succession d'attaques non coordonnées sur les villes minières pour en contrôler les ressources disponibles et exploiter ensuite les mines. Aucun front ne pourra plus être dessiné sur une carte. Les chefs militaires échapperont à l'autorité de leur gouvernement pour instaurer leurs propres circuits de collecte des richesses.

Sur le plan de la motivation, si les populations ne se sentaient pas concernées et ne demandaient que la paix, les chefs militaires eux étaient mus par l'appât du gain et ils fallaient qu'ils motivent leurs troupes. Pour ce faire, la haine ethnique va être instrumentalisée en arme de guerre, beaucoup plus redoutable que les MI-24 et autres MIG. Les populations seront les premières à subir les affres de cette haine ethnique; les fosses communes remplaceront souvent les tombes individuelles.

Une guerre enfin qui va nous apprendre que l'interventionnisme direct des Occidentaux est bien terminé parce que, géopolitiquement, l'Afrique ne

les intéresse plus, mais aussi parce que les Africains entendent désormais régler eux-mêmes leurs problèmes.

Bruxelles, mai 2001

